
Histoire sociale et action publique

Paul-André Rosental



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15125>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 147-151

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Paul-André Rosental, « Histoire sociale et action publique », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2002, mis en ligne le 01 février 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15125>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire sociale et action publique

Paul-André Rosental

Paul-André Rosental, *maître de conférences*

L'historien et l'État : histoire sociale et politiques publiques en France (1930-1968)

- 1 QUELS ont été les rapports entre science démographique et politiques de population en France au milieu du XX^e siècle ? En quoi ont-ils été transformés par la création des premiers instituts de recherche nationaux, et en particulier de l'INED ? Quel a été l'effet du développement global de l'action étatique à partir de Vichy et de la Libération ? Nous avons posé ces questions à partir de la figure de Louis Chevalier, normalien, littéraire de formation, qui acquiert une légitimité démographique dans l'immédiat après-guerre. Sa trajectoire ne peut être réduite à une dimension biographique : elle impose au contraire la compréhension du cadre institutionnel et scientifique plus large dans lequel il a évolué.
- 2 À l'École normale supérieure où Louis Chevalier, né en 1911, est reçu en 1932, son intérêt pour l'histoire sociale du XIX^e siècle le distingue de la plupart de ses camarades. Il est pratiquement le seul jeune historien à être associé aux travaux du Centre de documentation sociale de Bougie. Une fois sorti de l'ENS, Louis Chevalier cherche comme beaucoup de ses camarades à échapper à l'enseignement secondaire auquel il est statutairement censé se consacrer. Vichy lui en fournit l'occasion : son volontarisme étatique multiplie les places à prendre. Louis Chevalier finit par se faire détacher à la Délégation générale à l'Équipement national et est associé aux travaux de la Fondation Carrel. Il réalise des études interdisciplinaires relatives au développement régional, où interviennent l'histoire économique, la géographie et la démographie. Il se dote ainsi d'un capital relationnel et scientifique qu'il peut mobiliser à la Libération.
- 3 L'importance de la population dans les politiques publiques mises en place après-guerre encourage le gouvernement à instituer l'INED sur les ruines de la Fondation

Carrel. Louis Chevalier fait partie des chercheurs qu'Alfred Sauvy, à peine nommé directeur, associe à l'entreprise. Il pousse Chevalier vers les questions migratoires, qui sont alors décisives à cause de la pénurie de main-d'œuvre. Le jeune historien s'intègre dans les nombreuses instances et commissions qui se mettent en place, et est envoyé « sur le terrain », à Madagascar ou en Afrique du Nord, pour suivre les mouvements de population. Chevalier devient ainsi un expert des questions coloniales. Ces compétences pratiques rejaillissent sur l'œuvre de l'historien. *La Formation de la population parisienne* (1950) incorpore la réflexion sur la localisation industrielle développée sous Vichy. L'ouvrage retrace également les considérations sur la psychologie des peuples qui sont à l'époque proposées pour hiérarchiser les migrants selon leur degré de « désirabilité ».

- 4 André Siegfried, qui les inspire, fait entrer son poulain au Collège de France au début des années 1950. Cette élection précoce assure à Chevalier une grande autonomie institutionnelle. De plus en plus, il complète les approches statistiques qui lui ont servi dans sa carrière par l'analyse de matériaux littéraires plus conformes à sa formation et à ses inclinaisons initiales. Cette double démarche structure le classique *Classes laborieuses, classes dangereuses* (1958) tout en le rendant énigmatique aux yeux de ses contemporains.
- 5 Le tropisme littéraire ne suffit pas à expliquer l'évolution de Chevalier. Dans les années 1950, c'est tout son projet scientifique qui est remis en question. Sa revendication majeure - éclairer les politiques de population par l'histoire - est de tous côtés battue en brèche, ce qui sape les fondements de son modèle historiographique. L'histoire quantitative se métamorphose. Elle tourne le dos à l'approche contextualisée prônée par Chevalier, en faveur du primat absolu de la statistique. C'est la quantification qui désormais structure le récit, alors que Chevalier ne l'utilisait que comme validation. À mesure que le modèle de la statistique administrative, auquel l'État consacre tous ses efforts, monopolise l'usage du chiffre, Chevalier se retire d'un domaine dont il était considéré comme un pionnier.
- 6 Plus localement, la concurrence redoutable de Louis Henry l'éloigné de l'histoire des populations. Ce dernier est porteur d'un modèle nouveau, la « démographie historique », qui articule problématiques historiques et innovations démographiques tout en éclairant les politiques publiques. Il s'assure ainsi le soutien d'Alfred Sauvy, qui le fait bénéficier de l'appui logistique de l'INED : face à la machine Henry, qui propose aux jeunes historiens tous les critères de la scientificité, les méthodes non reproductibles de Chevalier deviennent anachroniques.
- 7 Dans les années 1960, Chevalier abandonne définitivement ses positions pour proposer un modèle narratif original, où se mêlent l'analyse historique, le pamphlet, l'autobiographie et l'anthologie littéraire. Ce refus du format universitaire marque en même temps la création d'un genre qui lui est propre.
- 8 La trajectoire de Chevalier a été soumise à l'édification soudaine d'un vaste cadre institutionnel consacré à la population. Son analyse lors du séminaire a permis d'en tracer les contours, et de retracer comment théories démographiques et politiques de population se sont simultanément construites.

Savoirs et actions sur les populations (France, 1930-1960)

- 9 CONÇU en liaison étroite avec le séminaire « L'historien et l'État : histoire sociale et politiques publiques en France (1930-1968) », appuyé sur l'analyse collective de textes publiés et d'archives, ce séminaire a porté simultanément sur des projets scientifiques, sur des considérations de méthode, sur le rôle et les transformations des institutions de recherche durant la période, et sur le rapport entre élaboration scientifique et politiques publiques de population. L'enseignant a également fait intervenir des chercheurs d'autres institutions, pour développer certains points du raisonnement sur lesquels ils avaient eu l'occasion d'apporter des contributions importantes et récentes à travers leurs recherches. Le premier, Fabrice Bardet, est enseignant-chercheur à l'École supérieure des travaux publics. Il vient de soutenir une thèse de science politique sur l'histoire du Service national de statistique (SNS), organisme qui, pendant la guerre, a absorbé la Statistique générale de la France. Ce sujet est difficile à documenter faute d'archives. F. Bardet a eu l'idée d'utiliser des séries inédites, à savoir les fonds documentaires détenus dans les services régionaux du SNS (aujourd'hui de l'INSEE). Il a eu la chance de les compléter par des archives privées inédites concernant notamment le rôle de René Carmille, le célèbre statisticien déporté par les Allemands pendant la guerre. Outre les lueurs nouvelles sur son rôle (qui semblent confirmer qu'il était désireux de préparer clandestinement les conditions d'une mobilisation contre l'occupant), le travail de F. Bardet donne des précisions sur les rapports entre Alfred Sauvy et sa hiérarchie au SNS, les points de conflit qu'il entretenait avec elle, leur désaccord en matière d'organisation statistique.
- 10 Un autre exposé a été donné par Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS, dont les travaux sur l'histoire des politiques migratoires au XX^e siècle sont bien connus. Patrick Weil a apporté une contribution très importante au séminaire en se plaçant d'un point de vue complémentaire à celui qui avait été développé : non pas celui de la théorie démographique ou des positions des experts, mais celui des hauts fonctionnaires et surtout des juristes en charge de la régulation des migrations. P. Weil a cherché à comprendre pourquoi, en 1945, malgré la tentation de nombreux experts et politiques (dont De Gaulle lui-même), les pouvoirs publics avaient écarté la tentation d'une politique « ethnique » des migrations, c'est-à-dire fondée sur la préférence envers certaines nationalités. Les raisons qu'il avance sont à la fois conjoncturelles (montée en puissance, à la Libération, des conseillers d'État liés à la Résistance, les plus rétifs à s'éloigner des conceptions égalitaires et humanistes du droit public français) mais aussi plus profondes. Il a montré comment les juristes - et en particulier les membres du Conseil d'État - avaient été en fin de compte les ordonnateurs des politiques de population, et comment leurs conceptions suivaient plus celles du droit social, alors en plein développement, que les préoccupations des démographes.
- 11 Enfin, Andrew Mendelsohn, professeur à l'Impérial Collège de Londres, a apporté un point de vue général d'histoire des sciences destiné à formaliser une partie des réflexions de l'année. À partir d'un cas concret lié à l'histoire de l'épidémiologie en Allemagne au tournant du XX^e siècle, il a développé la notion de *personne scientifique*, conçue comme un ensemble combinant un style de pensée, un mode d'action, et une forme de positionnement social. Cette notion permet de caractériser des périodes ou des générations scientifiques à partir de la manière d'être et d'agir des savants qui les

représentent. Cet exposé, qui mobilisait les travaux anglo-saxons sur les rapports entre science et État, a permis de replacer les objets analysés dans le séminaire dans une problématique plus vaste.

Publications

- « Les liens familiaux, forme historique ? », *Annales de Démographie historique*, 2, 2000, p. 71-91.
 - Avec I. Couzon, « Le Paris dangereux de Louis Chevalier : un projet d'histoire utile », dans *La ville des sciences sociales*, sous la dir. de B. Lepetit et C. Topalov, Paris, Belin, 2001, p. 191-226 et 373-386.
 - « Qu'est-ce qu'une ressource locale ? Homéostasie et micro-analyse en histoire sociale », *Revue de Synthèse*, 4^e S., 1, 2001, p. 71-91.
-

INDEX

Thèmes : Histoire, Problèmes généraux